

Mathilde Lemoine

Chef économiste Groupe, Edmond de Rothschild

Non seulement Jean-Paul Fitoussi a réussi à convaincre que la « qualité » de la croissance ne s'opposait pas à la croissance et à la compétitivité, mais il a remis la répartition au cœur de la politique économique.

Il a plaidé pour un changement des indicateurs de croissance afin de mieux prendre en compte la performance économique et les progrès sociaux. Il s'est battu pour que les économistes et les politiques passent des chiffres froids du PIB et de l'économie à des indicateurs qui permettent de comparer l'évolution du bien-être dans ses multiples dimensions entre les pays. Cet engagement n'avait pas seulement pour objet de changer le « thermomètre » de la croissance. Il avait aussi pour ambition de faire évoluer l'objectif des politiques publiques.

Pour un économiste, quoi de plus efficace que d'obtenir un lien de cause à effet et ainsi espérer que les décideurs politiques puissent un jour en tenir compte ? « Ce que l'on mesure affecte ce que l'on fait » disent les auteurs.

Cet article dépasse le lien positif entre l'accroissement des inégalités et la crise qui a déjà été mis en avant par les coauteurs dans un article de 2010 publié dans la *Revue de l'OFCE* et intitulé « Inequality and macroeconomic performance ». Il dépasse aussi les effets négatifs de l'accroissement des inégalités sur la croissance analysé par les auteurs en 2011. Il conclut à l'impact des inégalités sur la compétitivité. Les faits stylisés qui sont exposés dans cet article montrent que l'augmentation des inégalités résultant des politiques structurelles n'a pas conduit à plus d'investissement, ni à améliorer la compétitivité des entreprises.

Il faut se rappeler que les réformes structurelles et la réduction des coûts étaient l'Alpha et l'Omega des politiques économiques de la fin du XX^e siècle au début du XXI^e, en particulier en Europe. Ainsi, mettre

en évidence la contradiction entre ces réformes et les inégalités qu'elles engendrent avec l'objectif de stabilité et de croissance à moyen terme était original, voire provocateur, mais si utile pour l'amélioration de la qualité du débat public et l'évolution indispensable des politiques économiques vers des objectifs « qualitatifs ». La cohésion sociale, l'environnement et l'éducation ne sont pas les ennemis de la compétitivité. D'ailleurs, les organisations internationales ne s'y sont pas trompées puisqu'elles ont évolué très rapidement en mettant en avant l'impact négatif des inégalités sur la croissance. Guillaume Allègre soulignait d'ailleurs dans la *Revue de l'OFCE*¹, qu'en 2 ans, l'analyse de l'OCDE était passée de « malgré un grand nombre d'études sur le lien entre les inégalités et la croissance, il n'y a pas unanimité sur ce sujet et les données tangibles sont peu concluantes » à « Les inégalités pèsent sur la croissance économique ». La même mue s'est opérée quant à l'appréciation des politiques de réduction des coûts salariaux.

Même la Commission européenne ne mentionne plus la baisse des coûts, source d'inégalité, dans la liste de mesures visant à renforcer la compétitivité.

Il est heureux que les travaux de Jean-Paul Fitoussi et Francesco Saraceno aient pu faire évoluer les croyances. La soutenabilité de la croissance dépend de la demande agrégée directement fonction de la distribution des revenus. En analysant les politiques allemandes de compétitivité, les auteurs montrent que cette dernière dépend surtout de travailleurs bien rémunérés et bien formés, protégés par le système de protection sociale globale. La stabilité des financements à l'économie joue aussi un rôle important.

La stagflation européenne donne une nouvelle actualité à ces mises en garde. Dans un tel contexte, la bonne politique publique consisterait à soutenir la productivité des entreprises par la formation et l'investissement productif et la demande agrégée par la réduction des inégalités. Un autre enseignement de cet article est que la compétitivité devrait aussi être mesurée à partir des profits. Une telle recherche empirique poserait, me semble-t-il, la question de l'interdépendance des politiques économiques et de leur nécessaire coordination dans un environnement ouvert.

1. Allègre, G., 2015, « Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment : Une (brève) revue de littérature », *Revue de l'OFCE*, 142, 371-385.

Peut-être faudrait-il aussi s'inscrire dans la lignée des travaux de la Commission Stiglitz, Sen et Fitoussi en améliorant la mesure des inégalités qui sont encore trop souvent évaluées à l'aune de chiffres froids.

Autant de pistes qui feraient vivre l'héritage « fitoussien ».

Commentaire de l'article

Jean-Paul Fitoussi et Francesco Saraceno, 2013

« **Inégalité et compétitivité : quelques considérations** »

Revue d'Économie Financière, 128 (4)

